

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 139
JUN 2024

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

La Suisse et les armes nucléaires

La signature du Traité d'interdiction des armes nucléaires est plus que symbolique. La responsabilité de la Suisse en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève concerne également le financement des armes nucléaires. PAGE 3

Pour une analyse sereine de la menace

Il est bien plus irréaliste de penser que l'armée de Poutine se trouvera demain à nos portes que d'imaginer un tremblement de terre en Suisse, provoquant une catastrophe humanitaire. L'absurdité du réarmement actuel de l'armée mise en évidence. PAGE 4

Les femmes dans l'armée – une farce vécue

Deux militantes du GSsA racontent la journée de visite pour les femmes dans l'armée : une confirmation des préjugés sur l'armée et de son sexisme profondément enraciné. PAGE 5

Développer l'Etat social au lieu de réarmer l'armée

Les projets d'allègement des rentes et des primes pourraient conduire à un tournant de la politique sociale. Une nouvelle perspective dans la lutte contre l'augmentation des dépenses pour l'armée. PAGE 8

CONTRE LE RÉARMEMENT MILITAIRE ET NUCLÉAIRE !



Chères lectrices, Chers lecteurs,

Ce n'est pas comme si, il y a trois ans, la paix régnait dans le monde. Or, et cela peut paraître aberrant, à l'époque, l'idée d'une troisième initiative pour l'abolition de l'armée était soutenue par un nombre non-négligeable de personnes au sein de notre groupe lors de discussions internes. Lorsque l'initiative contre le F-35 a été lancée, il était évident que nous devions mettre nos activités pour l'abolition de l'armée sur pause. « Ce n'est que partie remise », que nous nous disions à l'époque. Or, environ six mois plus tard, le monde avait profondément changé. La guerre en Ukraine aurait été à l'origine d'une *Zeitenwende*, ce changement de paradigme annoncé par Olaf Scholz que nos opposant-es aiment à citer. C'est donc à regret que je dois constater qu'une Suisse sans armée reste, aujourd'hui, un objectif très éloigné. La guerre brutale à Gaza constitue un facteur additionnel qui rend nos objectifs politiques moins faciles à concrétiser. Cependant, grâce à notre travail quotidien et votre énorme soutien, chères lectrices, chers lecteurs, nous arrivons à défendre nos positions et à gagner du terrain – c'est là qu'un jour, nous pourrions semer les graines d'un monde plus pacifique. Dans ce numéro, nous nous pencherons en priorité sur les conflits actuels. Nous mettrons en lumière les erreurs commises, nos positions et les solutions que nous proposons pour plus de paix (pages 3, 4 et 6). Nous nous intéresserons également à l'actualité suisse et au surarmement, qui va bon train (pages 2, 3 et 5). Pour finir, nous vous informerons sur l'état des lieux de notre initiative sur la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Nous aurons bientôt besoin de soutien pour « nous battre » pour la paix et le désarmement.

Au nom de toute l'équipe de rédaction, je vous souhaite excellente lecture,
Joris Fricker

Impressum

Equipe de rédaction : Anja Gada, Andreas Weibel, Fabio Briante, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Bürgi, Martin Parpan, Nadia Magnin, Oger, Pauline Schneider, Roxane Steiger, Noemi Buzzi, Noëmi Holtz, David Croll

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

La 44^{ème} assemblée générale du GSsA

Le 5 mai a eu lieu notre 44^{ème} assemblée générale. L'occasion de parler des menaces auxquelles nous faisons face, des conflits en cours et de valider notre initiative !

PAULINE SCHNEIDER

La cinquantaine de membres présent-es à l'Hôtel Kreuz à Soleure ont commencé par entendre une rétrospective de l'année écoulée, et quelle année ! Des manifestations pour les deux ans de guerre en Ukraine, pour une paix juste en Israël et Palestine, pour commémorer les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki. Vous pourrez trouver le rapport annuel sur notre site internet. Suite à cela, le texte d'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires a définitivement été accepté par l'AG, ce qui consolide le lancement de cette dernière dans les prochains mois !

Avant de passer aux affaires statutaires, les membres ont encore accepté trois résolutions. La première, sous forme d'appel, propose une analyse plus lucide des menaces auxquelles nous faisons face. Au vu du réarmement massif des ces dernières années, conséquence directe de la politique bourgeoise du Parlement, les investissements dans les armes sont ridiculement élevés depuis le début de la guerre en Ukraine. Il semble donc important de remettre au centre des réflexions quelles sont les réelles menaces, telles que climatiques ou sanitaires.

Deux autres résolutions ont été acceptées : la première sur la guerre en Ukraine, où le GSsA demande à nouveau une application des sanctions ainsi qu'un retrait des troupes russes derrière les frontières d'avant février 2022. La seconde porte sur la guerre en Israël-Palestine, et en appelle entre autres à un cessez-le-feu immédiat, au respect du droit international humanitaire ainsi qu'à un embargo sur les armes et la fin de la coopération en matière d'armement avec Israël.

Vous retrouverez toutes les résolutions sur notre site internet: gssa.ch/assemblee-generale-2024

ISRAËL/PALESTINE

Stop à la souffrance à Gaza !

Le samedi 6 avril, le GSsA, la Jüdische Stimme für gerechten Frieden und Demokratie in Israel/Palästina (JVJP, Voix pour une paix juste et la démocratie en Israël et en Palestine, ndlt), Amnesty International et Palästina Solidarität Schweiz (Solidarité Palestine Suisse, ndlt) ont organisé ensemble une manifestation pour une paix juste. JONAS HEEB

Environ 1200 personnes se sont rendues sur la Place fédérale, environ 6 mois après l'attaque du Hamas et les représailles de l'Etat d'Israël. Elles y ont manifesté pour une paix juste en Israël/Palestine en demandant un cessez-le-feu immédiat et la fin de la famine à Gaza, mais également la libération des otages israéliens, ainsi que la fin de l'occupation du territoire palestinien par Israël, illégale aux yeux du

droit international. De nombreuses personnes représentant des organisations juives et palestiniennes, mais aussi du monde politique ont tenu des discours. Une minute de silence pour rendre hommage à toutes les victimes a ensuite été observée. Le GSsA souhaite remercier tous-tes les organisateur-ices et participant-es d'être venu-es si nombreux-ses

MARCHE DE PÂQUES

Démilitariser plutôt que réarmer !

Voilà le slogan de la Marche de Pâques 2024. Malgré le temps parfois pluvieux, environ 900 personnes y ont participé. JONAS HEEB

Depuis 2003, la Marche de Pâques a lieu tous les lundis de Pâques et cette année n'y fait pas exception. Le slogan « Démilitariser plutôt que réarmer ! » a réuni à peu près 900 personnes. Celles-ci ont exigé que la Suisse se dote d'une politique de sécurité à la définition plus large et non plus uniquement militaire, et qu'elle cesse de participer à la spirale de l'armement. Malheureusement, dans le segment du téléjournal de SRF consacré à l'évènement, les revendications ont été réduites à la question

déjà tant discutée de la livraison d'armes à l'Ukraine, bien que ce point ne joue pas un grand rôle pour la Suisse. Il est bien dommage que, malgré les efforts de communication du comité de la Marche, le message ne soit pas passé auprès de SRF. Comme toujours, la manifestation a commencé sur la pelouse du camping Eichholz, où Marionna Schlatter, Conseillère nationale verte et activiste pour la paix, nous a donné un compte-rendu du débat autour du réarmement. Ensuite, le cortège a longé l'Aar pour remonter vers la vieille ville. La manifestation a pris fin sur la place devant la cathédrale, comme d'habitude.

Malheureusement, à peine étions-nous arrivés sur la place de la cathédrale que le temps s'est montré d'humeur plus capricieuse. Il est d'autant plus réjouissant que les participant-es sont resté-es. Plus tard, ces dernier-ères ont été récompensé-es, car le reste du programme s'est déroulé au sec. Pour tenir compte de la situation actuelle, nous avons entendu deux contributions émouvantes sur la situation en Israël et en Palestine : celle de Jochi Weil-Goldstein, un militant pacifiste de longue date et celle de Shirine Dajani, une militante pacifiste palestino-suisse.

Photo: ©VOLLTOLL / Manuel Lopez



<https://gssa.ch/tian-j139>

Aidez-nous à en finir avec les armes nucléaires !

Dans quelques semaines, nous lancerons notre initiative sur l'interdiction des armes nucléaires. Nous avons besoin de vous !

Partout dans le monde, le surarmement va bon train et les dépenses pour celui-ci sont à un niveau record. Mais notre combat n'est pas perdu d'avance. Notre initiative montre de façon concrète et pragmatique comment vraiment contribuer à la sécurité globale, grâce à des collaborations internationales et en incluant les personnes qui souffrent de l'utilisation, du développement et de la production d'armes nucléaires. Elle renforce également les droits humains, car elle nous permet de parler des conséquences de l'utilisation d'armes nucléaires. L'explosion d'une bombe atomique causerait une catastrophe humanitaire d'une ampleur inédite. Laissons aux générations suivantes un monde sûr, sans armes nucléaires !

Matt Callahan & Yvonne Moore and Friends nous ont accompagné-es musicalement durant tout l'après-midi. Nous avons également pu nous régaler des spécialités préparées par Edem Togbetse et de son équipe de la table de midi de l'église Sankt-Marienkirche à Berne. Le GSsA souhaite remercier tous-tes les participant-es de leur engagement antimilitariste, ainsi que pour leur présence lors de cette manifestation, qui fut une réussite totale.

ARMES NUCLÉAIRES

C'est pourquoi l'initiative de non-prolifération nucléaire est plus urgente que jamais

Le risque d'escalade nucléaire est de plus en plus réel, les crises nucléaires potentielles s'aggravent. L'horloge de la guerre nucléaire est un rappel à toutes les parties concernées pour qu'elles prennent des mesures afin de rendre le monde plus sûr. Face à cette situation, le GSSa lancera bientôt une initiative pour l'interdiction des armes nucléaires en vue de l'adhésion au TIAN (le traité international pour l'interdiction des armes nucléaires). NOEMI BUZZI

UNE SITUATION GÉOPOLITIQUE TRÈS TENDUE

Chaque année, le Bulletin of the Atomic Scientists (bulletin des scientifiques atomiques*) quantifie le risque d'une hypothétique fin du monde à l'aide de l'horloge de l'apocalypse. En 2024, les aiguilles étaient à 90 secondes de minuit (en 2019, elles étaient à deux minutes). Les progrès technologiques, l'effondrement de nombreux traités internationaux et la modernisation constante des arsenaux nucléaires augmentent malheureusement la probabilité d'une guerre nucléaire.

LA SITUATION ACTUELLE EN SUISSE

Après avoir sans cesse repoussé la mise en œuvre de la motion de Carlo Sommaruga, le Conseil fédéral a annoncé en mars 2024 que la Suisse n'adhérerait pas au TIAN pour le mo-

ment. En tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse refuse ainsi de se prononcer clairement et fondamentalement contre les armes nucléaires. Elle accepte ainsi tacitement la pérennité d'armes qui représentent une menace sans précédent pour l'humanité et la planète entière.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE EN TANT QUE GSSA CONTRE CELA ?

En collaboration avec ICAN et une large alliance, le GSSa lance une initiative populaire demandant l'adhésion de la Suisse au Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires. Il s'agit d'un traité international de désarmement nucléaire dont l'objectif est l'élimination des armes nucléaires dans le monde entier. Le traité a été adopté par les Nations unies en 2017, est entré en vigueur le 22 janvier 2021 et

a été signé à ce jour par 93 États. Parmi eux, on trouve des pays qui ressemblent beaucoup à la Suisse (en termes de taille et de position neutre en matière de politique étrangère), comme l'Autriche par exemple.

LES ARMES NUCLÉAIRES NE DONNENT PAS DE SÉCURITÉ

La Chine, la Russie et les Etats-Unis dépensent des sommes énormes pour augmenter ou moderniser leurs arsenaux nucléaires. L'Iran continue d'extraire de l'uranium, la Corée du Nord construit des armes nucléaires et des missiles à longue portée, et l'armement nucléaire se poursuit au Pakistan et en Inde. La guerre dans la bande de Gaza risque également de dégénérer en un conflit plus important qui pourrait représenter une menace imprévisible. Tout cela augmente le risque omniprésent d'une guerre nucléaire due à une erreur humaine ou à un mauvais calcul.

La guerre en Ukraine, en particulier, montre clairement que les armes nucléaires, au lieu de servir de bouclier, sont utilisées comme un instrument d'intimidation et de chantage qui exacerbe les conflits au lieu de les résoudre.

LES ARMES NUCLÉAIRES SONT L'UNE DES PLUS GRANDES MENACES POUR L'HUMANITÉ

La science est claire : aucun pays au monde ne pourrait se protéger des conséquences humanitaires de l'utilisation d'une arme nucléaire, qu'il soit ou non impliqué dans un conflit. La détonation d'une arme nucléaire ne détruit pas seulement des objectifs militaires, mais aussi l'infrastructure civile. De nombreuses personnes meurent directement des suites du bombardement, et beaucoup d'autres plus tard des suites des radiations, qui entraînent le développement de différents types de cancer, et ce même après plusieurs générations.

LE TIAN RENFORCE LA TRADITION HUMANITAIRE DE LA SUISSE.

La Suisse ne peut que profiter du renforcement des processus démocratiques au sein de l'ONU dans le domaine du droit international. L'adhésion à ce traité est pragmatique et efficace : la Suisse continuerait à rendre de bons services et à défendre sa position de petit Etat neutre, historiquement engagé en faveur des droits humanitaires et du droit international. Car il est définitivement temps pour la Suisse d'assumer ses responsabilités humanitaires !

FINANCEMENT

Le financement des armes nucléaires par la Suisse

L'AVS investit plus de 100 millions dans les armes nucléaires, l'UBS est en 8e position des investisseurs dans les armes nucléaires en dehors des Etats-Unis avec des investissements de plus de 3 milliards de francs et même la Banque nationale investit près de 1,5 milliard dans les armes nucléaires. LUKAS BÜRGI

Celles et ceux qui pensent que les armes nucléaires ne sont pas un problème suisse se trompent. La Suisse contribue largement au financement de ces armes de destruction massive. En 2023, l'AVS a dépassé pour la première fois la limite des 100 millions de francs d'investissements dans les armes nucléaires et a investi fin 2023 au moins 108'324'299 francs chez des fabricants d'armes nucléaires. Et la Banque nationale et des banques privées détiennent même des investissements de plusieurs milliards de dollars !

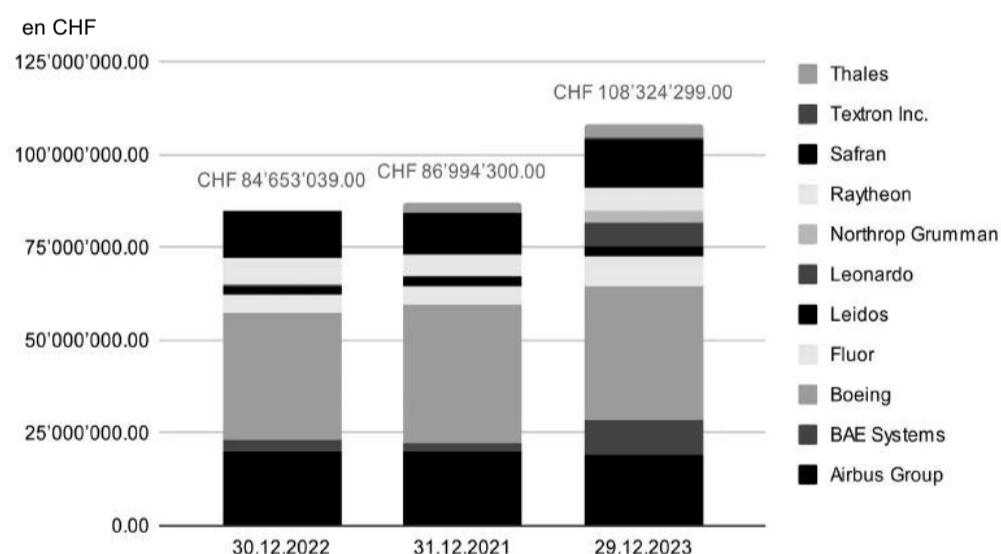
Les armes chimiques et biologiques ainsi que les armes à sous-munitions sont proscrites beaucoup plus strictement que les armes nucléaires dans le monde de la finance, car elles sont interdites dans le monde entier grâce à des traités internationaux. Avec l'initiative pour l'interdiction des armes nucléaires, nous voulons

mettre un terme à certains des investissements suisses les plus sales : si la Suisse adhère au TIAN, elle aussi proscriera enfin officiellement et sans exception les armes nucléaires.

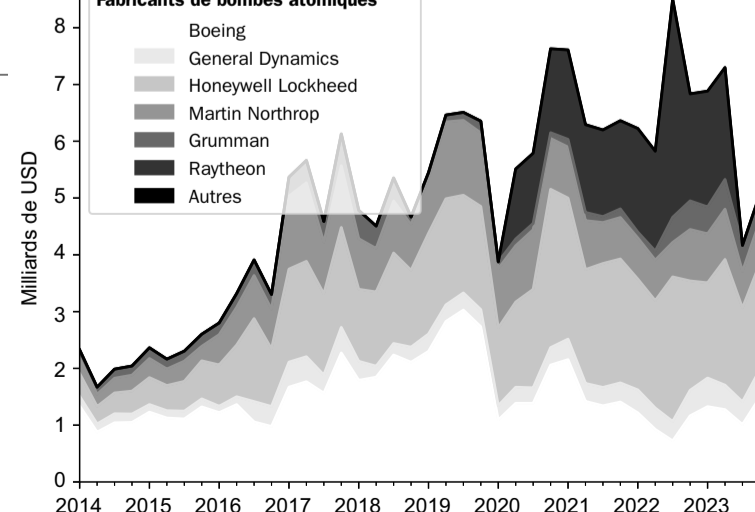
Investissements de l'AVS dans les fabricants d'armes nucléaires :

Cet aperçu a été établi par le GSSa à l'aide de données provenant du fonds de compensation de l'AVS et des rapports « Don't Bank on the Bomb ». Elle ne comprend que les investissements directs. Les chiffres complets pourraient donc être plus élevés.

Investissements de l'AVS dans les fabricants d'armes nucléaires



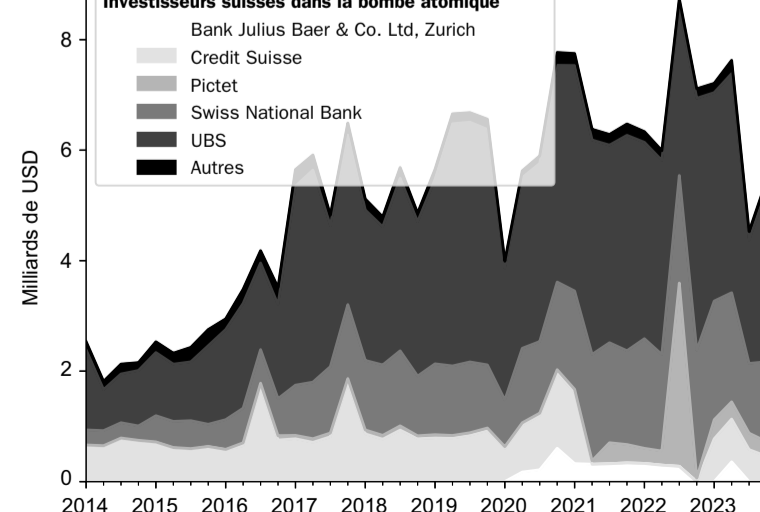
Fabricants de bombes atomiques



Investissements d'entreprises suisses dans des fabricants d'armes nucléaires :

Les mêmes investissements sont représentés dans les deux graphiques, une fois ventilés selon les fabricants d'armes nucléaires dans lesquels des investissements ont été effectués et une fois selon les entreprises suisses qui ont effectué ces investissements. Cette vue d'ensemble a été établie par le GSSa à l'aide de données provenant de l'autorité américaine de surveillance des marchés financiers et des rapports « Don't Bank on the Bomb ». Comme ces données ne couvrent pas tous les investissements dans les fabricants d'armes nucléaires, les chiffres complets sont plus élevés.

Investisseurs suisses dans la bombe atomique



ARMÉE ET DÉSARMEMENT

SURARMEMENT

Pour une analyse des risques plus sobre

En matière de politique de sécurité, la Suisse a perdu toute retenue. Voici onze points qui permettraient de retrouver un peu d'objectivité dans ce débat. ANDREAS WEIBEL

Selon les rapports actuels du Conseil fédéral sur l'armée et la politique de sécurité, une attaque armée de la Suisse est très improbable. Cette formulation a été choisie de façon encore plus consciente après la guerre en Ukraine.

Pour la Suisse, l'agression russe de l'Ukraine ne constitue pas un changement de paradigme à l'image de la Zeitenwende allemande en ce qui concerne la menace militaire réelle. Nous avons toutefois assisté à un changement de paradigme en termes de politique de sécurité : les partis bourgeois ont depuis perdu toute mesure et toute retenue dans leurs revendications concernant l'armement. La prévoyance vieillesse, la protection du climat ou la formation, tout passe à la trappe au profit de cette folie dépen-

sière pour les armes. Cette hégémonie bourgeoise nuit à la sécurité de la Suisse, car elle occulte les vrais menaces.

La Suisse doit donc procéder à une analyse sobre des menaces, qui se fonde sur la réalité et non pas sur un sentiment abstrait. Nous devons nous concentrer sur les risques les plus probables et dont le potentiel destructeur est le plus important. Nous devons également investir nos moyens là où ils peuvent réellement changer quelque chose.

La crise climatique doit enfin être vue comme une menace pour la sécurité de notre pays. Il n'existe que peu d'autres dangers qui ont un potentiel de destruction aussi grand que celui

de l'augmentation des températures provoquée par nos émissions de CO₂. Chaque année d'inaction fait augmenter la probabilité et l'étendue des dégâts qui en résultent. Et bien que la Suisse soit, selon les modèles climatiques, particulièrement à risque, nous n'investissons de loin pas assez dans la décarbonation.

Nous devons investir massivement dans l'aide en cas de catastrophe. Aujourd'hui, la Suisse n'est pas assez préparée à certains dangers réels auxquels elle pourrait faire face. Le système de santé suisse serait déjà surmené si elle devait prendre en charge 25 blessés graves résultant d'un seul incident. Selon l'Office fédéral de la protection de la population, un tremblement de terre causant 10'000 blessés pourrait par exemple se produire d'un moment à l'autre.

La Suisse a besoin d'une doctrine militaire qui tienne compte de sa position géographique. En effet, la Suisse n'a pas la même position géographique que les États baltes, par exemple. Elle est entourée d'États appartenant à l'OTAN. Même si l'on exclut les États-Unis, les membres de l'OTAN ont plus investi dans leurs armées que la Russie. L'armée de Poutine n'est donc pas à même de défier l'OTAN avec des moyens conventionnels, et ce pour des raisons notamment militaires, économiques, mais également démographiques.

Le Parlement doit donner un coup de frein aux dépenses pour l'armée. Le parlement doit rejeter catégoriquement le Message sur l'Armée 2024, avec les cinq arrêtés qu'elle contient, tout comme le Programme d'armement 2024.

Les politicien-nes de sécurité doivent enfin accepter que la Suisse est un pays neutre. Plus de 90 % de la population suisse veut maintenir la neutralité et celle-ci est inscrite dans la Constitution. La Suisse n'a de devoir d'assistance envers aucun autre État, et plus encore, il lui est

interdit de soutenir militairement un autre État. La planification en matière d'armement doit donc enfin s'orienter sur ces principes.

Nous voulons une vraie solidarité avec nos voisins européens. Personne ne profite du fait que des chars et des avions de chasse additionnels circulent ou volent dans les Alpes suisses. Même en tant que pays neutre, la Suisse a de nombreux moyens pour contribuer à une architecture de sécurité stable en Europe et dans le monde. L'aide humanitaire à l'Ukraine, dans le domaine de l'énergie par exemple, ainsi que l'application des sanctions envers la Russie en font notamment partie.

La Suisse doit faire un travail de fond sur ses contributions d'armement à la Russie. Il devrait y avoir consensus au-delà des partis politiques sur le fait qu'armer un État qui en agresse militairement d'autres était une erreur stratégique. Afin d'apprendre de ses erreurs, la société suisse devrait procéder à une réflexion de fond sur la collaboration du pays avec l'industrie russe de l'armement.

Le Conseil fédéral doit enfin être transparent sur les coûts. Les dépenses prévues pour l'achat d'armement occasionneront des coûts d'entretien, d'utilisation et ensuite d'élimination

La malhonnêteté bourgeoise doit cesser. L'armée n'a pas fait l'objet de mesures d'économie, bien au contraire. Les dépenses militaires suisses augmentent constamment depuis deux décennies. Et le fait est que la Suisse dépense plus d'argent pour son armée par habitant-e que la plus grande partie des autres pays européens.

La population doit être incluse. Selon une enquête de l'ACAMIL, seuls 20 % de la population est en faveur de dépenses militaires plus élevées. La majeure partie de la population n'a quasiment pas de voix en politique, notamment car les augmentations de budget ne peuvent pas être soumises au référendum. Le Parlement pourrait changer cette situation.



FINANCES DE L'ARMÉE

La vache sacrée cherche son halo

Trou financier, problèmes de liquidité ou ni l'un ni l'autre ? Quoi qu'il en soit, l'armée se rend ridicule. Et il n'est pas surprenant qu'aucune conséquence n'en résulte. Le GSSA demande une analyse de fond complète des événements et une analyse objective des menaces. JORIS FRICKER

Fin janvier, l'armée annonçait qu'elle était forcée de renoncer à l'organisation de deux manifestations publiques (shows militaires), bien que ceux-ci soient déjà planifiés et budgétisés. Nous n'avons pas pu nous réjouir bien longtemps de cette décision certes sensée mais inattendue, car quelques jours plus tard, SRF dévoilait que 1,4 milliards de francs manquaient à l'armée pour payer les factures des prochaines années. L'armée s'est vue contrainte à l'organisation d'une conférence de presse à la suite de ces révélations. Lors de celle-ci, Thomas Süssli a confirmé maladroitement que l'armée souffrait de problèmes financiers qu'il a embellis en parlant de « problèmes de liquidité ». Il a ensuite critiqué les politicien-nes qui auraient agi de façon irréflectée en décidant en décembre dernier vouloir augmenter d'ici 2035 et non pas 2030 le budget de l'armée pour que

celui-ci atteigne 1 % du PIB. L'armée risquerait de ne plus pouvoir équiper ses troupes correctement avec des moyens si bas. Certain-es politicien-nes et représentant-es des médias ont demandé à raison si Süssli n'allait pas trop loin et s'il ne se comportait pas comme un 8ème Conseiller fédéral. Le chef de l'armée a même été critiqué par Ignazio Cassis devant toute la Société suisse des officiers, ce qui n'aura pas échappé aux médias.

FAIS CE QUE TU VEUX

On ne peut que rester bouche bée devant ce qui a suivi ce chaos de communication. On a de plus en plus l'impression que l'armée peut faire ce qu'elle veut en ce moment. Des critiques exprimées par le GSSA et les partis de gauche n'ont quasiment aucun écho et les médias ne s'intéressent que moyennement à ces erreurs

de l'armée. Dans le même temps, des décisions sur l'achat de nouvelles armes sont prises. En effet, quelques semaines après ce désastre de communication, le Conseil fédéral a accepté de nouvelles acquisitions. Et en mai, il est très probable que le parlement accepte le Message sur l'armée 2024, qui comprend encore plus de milliards pour l'achat d'armement. Une question se pose donc : cette représentation médiatique de l'armée comme institution à deux doigts de la faillite n'était-elle qu'une stratégie de la part de l'armée pour avoir plus de légitimité auprès des politicien-nes et de la population. Le GSSA demande que la lumière soit faite sur la situation avant de donner l'aval à quelque nouvelle dépense que ce soit. La Commission des finances a déjà fait cela en partie en se penchant sur le dossier. Verdict : du point de vue de la politique financière, tout est en ordre. La communication de Süssli, elle, aurait été plus que malheureuse. L'armée et son chef ressortent donc indemnes de cette affaire, tout comme la Présidente de la Confédération Viola Amherd (voir l'un de nos numéros précédents à ce propos). Ces derniers-ères savent que l'aval de la politique leur est assuré et qu'une panique hystérique peut servir de sonnette d'alarme à

la politique. Il est en effet très probable que cet alarmisme fasse que les souhaits de l'armée soient exclus du frein à l'endettement et que les partis bourgeois continuent à les accepter sans broncher. Pour nous en tant que GSSA, il ne reste donc qu'à observer de très près ce que fait l'armée, à demander la démission de Süssli et à nous engager, comme déjà annoncé dans cette article, pour une analyse neutre et objective des menaces.

Une rencontre plutôt rare s'est déroulée fin mars : Jonas Heeb, secrétaire du GSSA a pu croiser le fer avec Thomas Süssli lui-même dans le cadre d'une discussion politique organisée par des élèves bernois-es. Lorsque la discussion tournait autour de la paix, les propos du Chef de l'armée étaient remarquablement brefs. Il s'est toutefois bien sûr exprimé pour la paix, mais a préféré se concentrer sur son récit de l'état désolant de l'armée. Certainement voulait-il éviter que les élèves présent-es ne choisissent le service civil !

LES FEMMES ET L'ARMÉE

Récit d'expérience : deux représentantes du GSsA à l'armée

Ce mercredi matin, il fait gris et Anja et moi prenons le train tôt pour nous rendre à la caserne militaire de Birmensdorf. Quelques semaines plus tôt, nous avons reçu la convocation dans notre boîte aux lettres et aujourd'hui, nous nous rendons donc à la journée d'orientation de l'armée pour les femmes. ROXANE STEIGER

La Ministre de la défense Viola Amherd veut rendre la journée d'information pour les femmes obligatoire. Ses arguments centraux sont l'égalité et le maintien des effectifs de l'armée. Nous avons donc décidé de voir ce qu'offre la manifestation en question.

PERSPECTIVES FÉMININES

Nous faisons donc la queue avec beaucoup d'autres jeunes femmes. Après nous être enrégistrées, nous sommes réparties dans des salles de classes en groupes de dix. Une image de femmes en tenue militaire est projetée au mur, elles regardent la caméra, sûres d'elles. Sur fond mauve, on peut lire : *von Frau zu Frau* (d'une femme à une autre, ndlt). Sur nos tables, nous trouvons une brochure informative et du chocolat militaire.

Une femme membre de l'armée nous accueille : « Aujourd'hui, nous nous tutoyons, ce ne sera plus le cas à l'armée », dit-elle, amusée. Toute la

matinée, nous recevons des informations sur les possibilités d'engagement et de carrière dans l'armée. Le repas de midi consiste en une portion de cornettes avec de la viande hachée. En discutant avec d'autres femmes présentes, je me rends compte que leurs motivations sont plutôt d'ordre personnel : certaines d'entre elles veulent intégrer l'école de police, d'autres cherchent un défi personnel ou des possibilités de carrière. Un élément n'est cependant jamais cité : la situation sécuritaire ou ce que ce que signifierait concrètement d'être soldate en cas d'attaque. Cet aspect, le Conseiller d'Etat zurichois Mario Fehr est le seul à le soulever dans son discours qu'il tient après le repas de midi. Il souligne l'importance de notre engagement compte tenu de la situation sécuritaire.

Le programme de l'après-midi continue sans pause : nous faisons des tests de personnalité, nous essayons du matériel militaire, testons des

fusils d'assaut et regardons différents types de chars. À la fin, nous recevons des astuces pour améliorer notre score lors du recrutement grâce à l'application développée par l'armée.

DES MODÈLES DE SERVICE POUR UNE VRAIE ÉGALITÉ

Dans le train du retour, je suis un peu fatiguée de cette expédition dans un monde parallèle. C'est surtout l'argument de l'égalité qui me taraude : les femmes membres de l'armée avec qui j'ai discuté ont des approches différentes des devoirs des femmes. Pour beaucoup d'entre elles, il est important de montrer qu'elles peuvent en faire autant que les hommes en pénétrant dans un domaine plutôt masculin. À l'armée, les droits et les devoirs sont les mêmes pour tout le monde – les femmes doivent toutefois en faire dix fois plus pour recevoir la même reconnaissance, m'a-t-on souvent dit aujourd'hui.

« La sécurité est aussi une affaire de femmes », ce slogan du DDPS est omniprésent lors de cette journée. Il nous occupait déjà avant, car il passe sous silence le fait que les femmes contribuent déjà fortement à notre sécurité grâce au travail

de care non-payé. Par ailleurs, il semble illusoire de parler des mêmes droits et devoirs dans un pays où les hommes gagnent toujours 2,5 % de plus que les femmes, et ce sans raison, où toutes les trois semaines, une femme est tuée par un homme et que seules 10 des 100 plus grandes entreprises sont dirigées par des femmes.

En tant que féministes et antimilitaristes, nous devons aller au-delà de la discussion sur les droits et devoirs. Car le patriarcat et le militarisme ne deviennent pas plus acceptables si les femmes y sont mieux représentées. Notre mouvement féministe s'engage pour une société plus juste et l'égalité, ce n'est pas forcer les femmes à aller à l'armée, c'est faire en sorte que les hommes ne soient plus forcés d'y aller. Pour le GSsA, il est donc clair que nous continuerons à nous battre contre toute contrainte lorsqu'il s'agit des femmes à l'armée.

OBLIGATION DE SERVIR

L'éternel bouc émissaire

Une fois de plus, le parlement devra discuter d'un durcissement des règles en cas de passage au service civil, bien qu'une proposition allant dans ce sens avait été refusée en 2020. Le service civil est de nouveau vu comme la source du problème d'alimentation de l'armée – un problème qui n'en est pas un. JONAS HEEB

Au moment où paraît ce numéro, la consultation au sujet de la modification de la Loi sur le service civil dure encore quelques jours. Une fois de plus, le but de certain·es est d'affaiblir le service civil, afin de maintenir le nombre déjà trop élevé d'effectifs de l'armée. Rappelons-nous que ces derniers sont plus hauts que ne le permet la loi et ce depuis une année. Et il n'existe toujours pas de justification ou d'explication claires et transparentes qui expliquerait le problème d'alimentation, car tous les calculs nous apportent un résultat différent. Le service civil est ainsi souvent utilisé comme bouc émissaire pour le prétendu problème de l'armée. Ce serait à cause de lui que l'armée perdrait des soldats chaque année.

COPIER-COLLER

Ce récit n'est pas nouveau : en 2020, le parlement avait déjà été saisi d'un changement lé-

gislatif allant dans ce sens et qui comprenait huit mesures censées rendre le passage de l'armée au service civil plus difficile : notamment, la durée du service civil serait de 150 jours, indépendamment du nombre de jours service dans l'armée et le raccourcissement de certains délais, ce qui rend la planification de la vie personnelle plus difficile pour les civilistes. Dans une décision surprenante, le National a rejeté la modification de la loi en vote final.

Deux ans seulement après ce vote au parlement, l'UDC a déposé une motion qui comprend six de ces huit mesures, reprises mot à mot. Les fanatiques de l'armée ont donc saisi l'occasion que constitue le début de la guerre en Ukraine et ont réussi à faire passer un projet de loi quasiment identique par les deux chambres. Ils et elles ont été fortement soutenu·es par l'armée, qui donne la faute au service civil pour les problèmes d'effectifs tout en se servant de petites

magouilles arithmétiques. Il est aberrant qu'une telle façon de faire puisse réussir et cela montre l'aveuglement de certain·es politicien·es.

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ESSENTIELLES ? ON S'EN FICHE !

À l'époque de ce premier projet de loi, de nombreux textes avaient déjà expliqué pourquoi ces mesures étaient injustes, inutiles et absurdes. Concentrons-nous maintenant sur la place que prend le service civil dans notre société. Ce sont surtout des institutions publiques, par exemple dans le domaine de la santé, des soins ou de la formation qui sont autorisées à employer des civilistes. Chaque jour, ces derniers fournissent un travail incroyablement précieux pour la société. De nombreuses écoles, crèches, hôpitaux et EMS ne pourraient plus fonctionner sans eux. Cet engagement est bien plus précieux que les heures d'attente interminables, les punitions collectives ou les exercices pour faire passer le temps à l'école de recrues. Et pourtant, le Conseil fédéral n'en dit pas un mot dans sa proposition.

Le framing utilisé n'inclut que les départs de l'armée et le service civil comme risque pour la sécurité. Mais n'oublions pas que l'armée est en sureffectif illégal, une ironie surtout si l'on sait que l'armée reçoit des milliards, tandis que

les institutions dans lesquelles des civilistes pourraient s'engager doivent faire des économies. Ce qui ressemble à une mauvaise blague est la triste réalité. Le Conseil fédéral ose même parler de « coûts économiques » que causerait le service civil, car ses membres manqueraient des heures de travail. Pas besoin de réfléchir longtemps pour se rendre compte que les coûts pour la société sont bien plus hauts dans le cas du service militaire. Évidemment, cet aspect n'est aucunement mentionné par le Conseil fédéral, qui retourne donc complètement l'argumentation.

Cette modification de loi est absurde et participe à une militarisation rampante de la Suisse. Si le parlement ne réussit pas à la rejeter de nouveau, ce sera probablement au peuple de s'y coller. Nous serons prêt·es le moment venu.

MATÉRIEL DE GUERRE

... et le commerce de la mort continue.

En matière d'exportations de matériel de guerre, il n'y a pas de grandes surprises : La Suisse continue d'exporter vers des régimes autoritaires qui violent les droits de l'homme et le Parlement bourgeois tente toujours de neutraliser notre initiative de correction. LUKAS BÜRGI

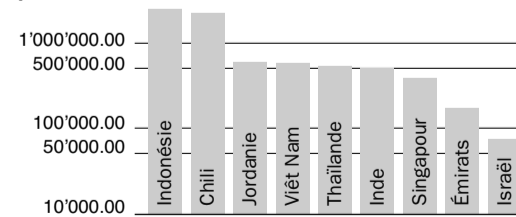
Le Seco n'a pas encore publié la plupart des exportations de matériel de guerre du premier trimestre et pourtant, le constat est déjà consternant : Des biens militaires spéciaux, c'est-à-dire du matériel de guerre qui ne permet de tuer qu'indirectement, ont par exemple été exportés vers la Jordanie, le Vietnam et Israël. Des biens à double usage et d'autres biens problématiques ont été

exportés entre autres vers la Russie, la Chine et Israël - il pourrait certes s'agir de biens inoffensifs. Mais le passé a montré que le Seco autorise également de telles exportations dans cette catégorie, qui sont directement utilisées pour le réarmement. En ce qui concerne les exportations d'armes elles-mêmes (données les plus récentes : 2023), l'Arabie saoudite et d'autres dictatures du Moy-

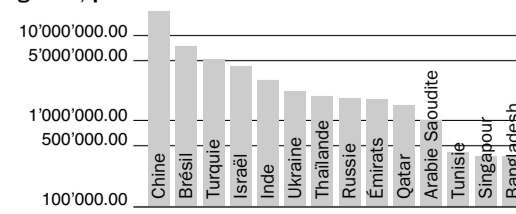
en-Orient sont toujours parmi les plus gros acheteurs d'armes suisses. En outre, le Pakistan et Israël, deux des États dotés d'armes nucléaires qui ne sont même pas membres du TNP, ont également acheté des armes à la Suisse en 2023.

Le Parlement bourgeois veut encore assouplir les règles d'exportation, sans succès jusqu'à présent. Nous nous tenons néanmoins prêts à organiser un référendum si le Parlement devait à nouveau vouloir livrer des armes aux pays en guerre civile et aux pays où les droits de l'homme sont les plus gravement bafoués.

Exportations de matériel militaire hors armes, premier trimestre 2024 en CHF



Exportations de biens problématique hors matériel de guerre, premier trimestre 2024 en CHF



ISRAËL/PALESTINE

CONTRIBUTION INVITÉE AMNESTY INTERNATIONAL SUISSE

Pas d'argent pour l'UNRWA : où est passée la Suisse humanitaire ?

Fin avril, Amnesty International et d'autres organisations ont demandé au Conseil fédéral et au Parlement d'assurer le financement de l'œuvre d'entraide de l'ONU pour les Palestiniens* et de s'engager pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza. PATRICK WALDER

La Commission de politique extérieure du Conseil national (CPE-N) recommande au Conseil fédéral d'allouer un montant partiel à l'aide humanitaire de l'UNRWA – bien que la population civile de la bande de Gaza occupée soit menacée par la famine et un génocide. Le 29 avril, nous avons déposé deux pétitions avec plus de 40'000 signatures à l'adresse du Conseil fédéral et du parlement, dans une action intitulée « Où est passée la Suisse humanitaire ? ». Nous y demandons que la Suisse se souvienne de sa tradition humanitaire et qu'elle se mette sans équivoque du côté du droit international.

Nous nous félicitons du vote suisse pour une résolution du Conseil de sécurité demandant un cessez-le-feu immédiat, la libération inconditionnelle de tous les otages et l'acheminement d'aide humanitaire vers Gaza. Il est impératif que la Suisse s'engage activement pour la mise en œuvre de cette résolution juridiquement contraignante.

Dans le même temps, la Suisse continue de geler sa contribution financière à l'UNRWA, alors que le gouvernement israélien n'a toujours pas avancé de preuves suffisantes pour étayer ses graves accusations à l'encontre certain-
 es

collaborateur-ices de l'organisation. C'est ce qu'à conclu une commission d'enquête indépendante dirigée par Catherine Colonna, ancienne Ministre des affaires étrangères française. Après les accusations d'Israël contre l'UNRWA, de nombreux pays dont la Suisse avaient interrompu leurs contributions, une décision draconienne qui a eu un impact catastrophique sur la (sur)vie de millions de personnes. Car l'UNRWA est responsable pour l'éducation et le approvisionnement de six millions de réfugié-es palestiniennes dans les territoires occupés et les pays voisins. La fin de l'aide de l'UNRWA déstabilise encore davantage cette région fragilisée, ce qui nuirait directement aux intérêts suisses.

Cette décision de ne plus soutenir l'une des organisations d'aide les plus importantes dans la Bande de Gaza est d'autant plus choquante que la Cour Internationale de Justice (CIJ) a constaté en janvier que la population palestinienne dans la Bande de Gaza pourrait être menacée de génocide. La CIJ a ensuite ordonné qu'Israël prenne immédiatement des mesures pour assurer l'aide humanitaire.

Tous les États ont le devoir de faire en sorte que les mesures ordonnées par la CIJ soient appliquées. Ils doivent donc assurer que la population civile palestinienne ait accès à l'aide humanitaire et qu'un génocide soit empêché.

Il est difficile de comprendre pourquoi la Suisse hésite à financer l'UNRWA alors que

des millions de Palestiniennes souffrent de faim dans la Bande de Gaza, une hésitation qui nuit à l'image humanitaire de la Suisse. Nous appelons le Conseil fédéral et le parlement à se positionner clairement du côté du droit international humanitaire et à dire oui au financement de l'UNRWA. Nous appelons à l'humanité des politiciennes face à cette catastrophe humanitaire. Les actions de quelques membres de l'organisation de l'UNRWA ne doivent pas être utilisées comme prétexte pour couper une aide vitale à la survie de millions de personnes.

La Suisse devrait suivre l'exemple de plusieurs pays européens qui reconnaissent le rôle important de l'UNRWA comme la Norvège, l'Espagne, l'Irlande, la Belgique. Ces pays et d'autres encore poursuivent en effet leur financement ou l'ont même fortement augmenté. L'Union européenne a également libéré une première tranche de 50 millions d'euros pour l'UNRWA début mars.

La Suisse doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en œuvre la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Si la communauté internationale ne réussit pas à appliquer ces mesures, ce n'est pas seulement la population civile à Gaza qui serait menacée. Cela remettrait en question la protection de la population civile dans les conflits en général – ce qui ne peut pas être dans l'intérêt de la Suisse.

Signez la pétition CENAC maintenant !

10 demandes pour Gaza adressées au Parlement et au Conseil fédéral.

Le CENAC est le centre pour l'action non-violente. Il oeuvre pour la non-violence depuis 1968.



CONTRIBUTION INVITÉE

Guerre et traumatismes – l'exemple d'Israël et de la Palestine

Il s'agit de présenter quelques aspects de la « ligne » Shoah – création de l'État d'Israël en 1948 – guerre de juin 1967, sous l'angle de la poursuite de l'occupation israélienne.

JOCHI WEIL-GOLSTEIN

Aperçu général :

- En Israël/Palestine, deux populations hautement blessées s'affrontent. Plus l'occupation et la guerre durent, plus les blessures s'approfondissent mutuellement,
- La majorité de la population juive israélienne souhaite plus ou moins un Etat à majorité juive ou un Etat juif. De très nombreux Palestiniens souhaitent, entre le Jourdain et la Méditerranée, un État pour tous ses citoyens et toutes ses citoyennes, avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Il y a là des contradictions insurmontables.
- Les Israéliennes et les Palestiniennes souffrent chacun de graves traumatismes pour des raisons historiques.

SHOAH (CATASTROPHE)

Ma mère est issue d'une famille de Hambourg touchée par l'Holocauste et a perdu deux de ses sœurs. Un frère a survécu à Amsterdam dans

une cachette. La fille d'une famille chrétienne lui a apporté à manger jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En tant qu'enfants (deuxième génération), nous avons vu notre maman souffrir de graves dépressions, donc être traumatisée, pendant des décennies.

De telles expériences, ainsi que d'autres plus anciennes, de l'histoire juive se transmettent de génération en génération. Faut-il s'étonner que de vieilles blessures se soient rouvertes chez de nombreux Israéliennes juives après l'attaque de Hamas le 7 octobre ?

CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL EN 1948

Pour les personnes juives, il s'agissait d'une rédemption en raison de la longue histoire de persécutions, de traumatismes et d'exterminations. Pour les Arabes et les Palestiniens, la création de l'État, l'expulsion d'environ 750 000 personnes d'Israël et la Nakba (catastrophe) ont marqué le début d'un traumatisme permanent

qui perdure encore aujourd'hui et qui se transmet de génération en génération. Les Palestiniennes sont-ils aujourd'hui confronté-es à une deuxième Nakba ? Ces deux catastrophes, la Shoah et la Nakba avec ses blessures, sont des causes essentielles de la tragédie du Proche-Orient. La guerre de juin 1967, avec la poursuite de l'occupation israélienne, et les guerres de Gaza et leurs conséquences jusqu'à aujourd'hui.

C'est là que se trouvent les raisons essentielles des développements dévastateurs qui ont conduit à la tragédie du Proche-Orient. Lors de mes voyages à Gaza (j'y suis allée pour la première fois à l'automne 1987, peu avant la première Intifada), à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et en Israël, je me suis toujours renseignée sur l'état de la population. Je me souviens en particulier des troubles chez les enfants, même en âge scolaire, qui sont les conséquences de l'occupation : surtout l'énurésie, le bégaiement, les peurs, les difficultés d'apprentissage. La psychodramatiste Heba cite des faits similaires sur la base de son travail à Gaza, à savoir que l'on y observe souvent des symptômes de traumatismes chez les enfants. En 2020, une étude a montré que 53,3 % d'entre

eux en avaient déjà souffert auparavant. Il s'agit de troubles de stress post-traumatique PTSD, selon Google, en abrégé : le trouble de stress post-traumatique PTSD est un trouble qui survient après un événement traumatique. Il se caractérise par des pensées envahissantes, des cauchemars et des flashbacks, l'évitement des souvenirs du traumatisme, des humeurs négatives et des troubles du sommeil.

Il ne suffit toutefois pas de vouloir considérer le PTSD uniquement sous l'angle clinique.

Dans le conflit du Proche-Orient en particulier, il est nécessaire de prendre en compte les symptômes dans le contexte de l'occupation continue et des guerres de Gaza depuis 2008/2009 et depuis le 7 octobre 2023. Le PTSD est lié aux intérêts économiques et politiques de la société. A l'avenir, il sera important de prendre sérieusement en compte les aspects des blessures psychologiques des personnes palestiniennes et israéliennes sur les chemins de la paix, par exemple en leur donnant accès à des services de santé mentale appropriés.

UKRAINE

Deux façons de se montrer solidaire

La Suisse peut choisir entre une solidarité « bon marché » avec l'Ukraine ou une solidarité plus coûteuse, mais également plus efficace. JOSEF LANG

Le 17 avril 2024, jour où j'écris ces lignes, j'ai trouvé le magazine Public Eye dans ma boîte aux lettres intitulé « Les négociants suisses et le pillage de céréales ». L'après-midi même, le Conseil national refusait la motion de Franziska Ryser qui demandait que la Suisse rejoigne la task force sur les fonds des oligarques à 101 contre 80 voix. L'UDC et le PLR ont voté en bloc pour les oligarques et les intérêts russes. Après tant d'années à remplir les caisses de Poutine et à lui livrer les machines nécessaires à la production de bombes, de roquettes et de munitions, la Suisse a échoué lorsqu'il s'agit des sanctions. Et c'est Poutine qui en profite.

DES BIENS ET DE L'ARGENT POUR POUTINE

Et c'est là que se révèle l'étendue de la solidarité suisse avec l'Ukraine : la Suisse saura-t-elle reconnaître que c'est grâce à ses nombreux milliards et machines que Poutine peut mener sa guerre ? Est-elle prête à faire tout ce qui est en son pouvoir pour endiguer les flux de biens et d'argent vers l'empire de Poutine ? Est-elle prête à mettre des milliards à disposition de l'Ukraine en guise d'aide d'urgence et de reconstruction ? Se poser ces questions, s'engager pour des sanctions et des milliards d'aide de la Con-

fédération, mais aussi des cantons, revient à défendre une solidarité précieuse, mais coûteuse.

Tenir des discours sur l'Ukraine à Zoug tout en travaillant pour une entreprise comme Vivalon, qui vend du blé volé pour la Russie, voilà une forme de silence et de solidarité bon marché. Heureusement, Zoug n'est pas uniquement un bastion du Poutinisme économique, mais aussi de l'anti-poutinisme politique, et ce depuis 24 ans.

Tenir des discours sur l'Ukraine à Berne, en hissant même un drapeau ukrainien sur le toit du Erlacherhof, qui abrite la mairie municipale, tout en ne disant rien sur les biens à double usage, qui permettent à Poutine de construire les machines dont il a besoin pour produire les roquettes qui tombent aujourd'hui sur Kharkiv, voilà un autre exemple de solidarité bon marché. Un chercheur en sciences militaires à EPFZ l'avait bien dit : les biens à double usage importé jouent un rôle plus important pour l'armée russe que l'importation de systèmes d'armes déjà prêts à l'emploi (NZZ, 12.9.22)

Tenir des discours sur l'Ukraine dans le canton de Vaud en ne disant rien sur les entreprises agroalimentaires comme Aston, Steppe Agroholding, Grainexport SA ; tenir des discours à Genève, mais ne rien dire sur les violations des

sanctions au détriment de l'Ukraine ; tenir des discours sur l'Ukraine à Saint-Gall, mais ne rien dire sur Starrag (fabricant de moteurs pour bombardiers) ou sur les entreprises de charbon russes ; tenir des discours sur l'Ukraine à Bâle, mais de rien dire sur l'explosion des exportations pharmaceutiques au cours des deux dernières années, engrangeant ainsi d'énormes bénéfices de guerre ; tenir des discours sur l'Ukraine à Zurich, mais ne rien dire sur le rôle de la place financière ou de Gazprombank : voilà d'autres exemples d'une solidarité qui ne vaut pas un rond.

On pourrait continuer cette liste en passant par le Tessin pour l'or, Lucerne pour le sponsoring d'oligarques, le Jura pour l'entreprise Codere. Il n'existe probablement aucun canton qui n'a pas soutenu Poutine, mais certains endroits l'ont aidé plus que d'autres : c'est dans

ces endroits que la solidarité bon marché vaut particulièrement peu et la solidarité coûteuse particulièrement précieuse.

SANCTIONS ET RECONSTRUCTION

Pour certaines personnes, la solidarité précieuse est trop chère, politiquement parlant, par exemple parce qu'elles veulent protéger leur place économique. Il est particulièrement déroutant que ces personnes-là essaient de porter l'attention loin du rôle de la Suisse pour l'attirer vers la question des armes, dont l'exportation est juridiquement impossible et militairement d'une importance moindre. Si nous avons investi toute notre énergie politique dans la question de savoir ce que la Suisse peut et doit faire, combien de milliards n'auraient-ils pas été versés à la Russie ? Il n'est pas encore trop tard, mais ne perdons pas de temps ! Faisons preuve d'une solidarité précieuse, même si elle est coûteuse pour les cantons et la Confédération.

PUBLICITÉ

LE COURRIER
L'essentiel, autrement.

L'info à vos côtés

COMPRENDRE LE MONDE, AGIR ENSEMBLE

-30% sur nos abos aux membres de nos réseaux partenaires
lecourrier.ch/offres

GUERRE ET PAIX

Politique de paix en temps de guerre

Les guerres en Ukraine et au Proche-Orient ont provoqué un grand changement. Les discussions sont ponctuées de « passage à l'économie de guerre », de « réarmement substantiel » ou l'emploi potentiel d'armes nucléaires. Quelle peut être l'importance de la politique de paix dans cette discussion ? MARTIN PAPAN

La guerre est définie comme un conflit organisé durant lequel des armes et de la violence sont utilisées. Le but d'une guerre est d'imposer ses propres intérêts. En général, une guerre n'éclate pas par hasard, il existe de nombreux facteurs qui préparent le terrain pour qu'elle se déclenche : les inégalités sociales, le nationalisme, le manque d'éducation, l'exploitation, les revendications de pouvoir, les structures de pouvoir politiques ou la manipulation d'avis n'en sont que quelques exemples. Le début d'une guerre est souvent synonyme du début d'une spirale de violence. Les partis en guerre et leur entourage réagissent avec des moyens qui servent non pas à la désescalade, mais à l'escalade. On réagit à la violence des armes par la violence des armes. Cette spirale infernale marginalise les voix qui demandent une alternative civile à la violence

des armes, et elles sont qualifiées de naïves et de rêveuses. Celles et ceux qui étaient toujours en faveur de l'armement trouvent leurs positions renforcées par les guerres, « vous voyez, nous vous avions pourtant averti-es ! », disent-ils et elles. Or, ce que ces personnes ne peuvent ou ne veulent pas voir est que leur politique d'armement en temps de paix a facilité l'éclatement de guerres et préparé un terrain fertile pour celles-ci.

La politique de paix suit une logique inverse. Elle veut s'engager en temps de paix pour que celle-ci perdure. Moins d'inégalités sociales, renforcement de systèmes démocratiques, égalité des chances, accès à la formation, voilà quelques-uns des ingrédients de cette politique. La politique de paix lutte contre des structures opposées à ces principes. Dans le cas d'un pays riche comme la Suisse, cela signifie que les inté-

rêts économiques ne devraient pas primer sur tous les autres. Exporter des armes dans le monde entier est le contraire d'une politique qui veut éviter la guerre, tout comme le fait de faire des magouilles avec des dirigeants peu recommandables, qui représentent des valeurs contraires aux intérêts de leur population. Les banques font également le contraire d'une politique de paix lorsque leurs investissements enrichissent peu de personnes et en appauvrissent beaucoup ou détruisent l'environnement.

QUAND LES ÊTRES HUMAINS DEVIENNENT DES MONSTRES

Notre monde est devenu plus fragile et moins sûr. Les autocrates et les nationalistes gagnent en importance, ce qui augmente la probabilité d'autres guerres. La guerre est comme une boîte de Pandore, une fois qu'elle est ouverte, il est très difficile de la refermer. Et ce d'autant plus que l'histoire et le monde contemporain nous enseignent que les humains peuvent devenir des "monstres" durant une guerre. Dans des structu-

res d'ordres et d'obéissance, les êtres humains peuvent faire des choses qu'ils auraient trouvées inimaginables avant. Les guerres peuvent mener les hommes à lancer des nouveau-nés contre des murs, les nouveau-nés de l'adversaire. Exécutions et viols de masse ainsi que le massacre de civils font partie de la guerre. La guerre peut mener des êtres humains à ressentir une satisfaction à torturer d'autres êtres humains. La guerre réinterprète les valeurs, le fait d'assassiner pour servir une troupe est, à tort, vu comme de l'héroïsme. Avec le temps, le seuil de l'horreur est repoussé, il faut de moins en moins se surmonter pour commettre l'indicible. La guerre mène les humains à perdre peu à peu leur humanité et à se perdre en tant qu'être humain. L'horreur de la guerre est un argument et une justification suffisants pour se mettre, toujours, du côté de la politique de paix – disons-le haut et fort et revendiquons-le ! Le GSSA, lui, poursuit cette politique de façon conséquente et durable depuis 1982, et nous continuerons à le faire. Cette politique est particulièrement cruciale en temps de guerre. Car la politique de paix prépare la paix et la politique de guerre prépare la guerre.

LA DERNIÈRE

FINANCES DE L'ARMÉE

Il est temps de redéfinir les priorités

Presque 60 % de la population a dit oui à une 13^e rente AVS le 3 mars dernier. Cette victoire claire et nette ranime un débat : pourquoi la Suisse devrait-elle dépenser de l'argent et pourquoi pas ? TIMOTHY OESCH

En ce moment, on peut avoir l'impression que le mouvement antimilitariste est plutôt laissé de côté. Nos opposant-es aiment à prétendre que nous détruisons l'armée à force de lui faire faire des économies, que nous nous faisons des illusions lorsque nous demandons la signature par la Suisse du traité de démantèlement le plus important de notre époque, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et que nous mettons ainsi en jeu la sécurité de notre pays. Nos adversaires insufflent

la peur à la population en esquisant des scénarios d'horreur avec des chars russes au bord du Lac de Constance – et profitent ensuite de ces élucubrations : en Suisse aussi, le complexe militaro-industriel lance maintenant la course au surarmement, après avoir permis à Poutine d'attaquer l'Ukraine.

La réalité est toute autre. Des recherches ont montré que le nombre de personnes dans l'armée suisse dépassait de 7'000 le nombre maximal admis. Par ailleurs, le DDPS lui-même

exclut presque entièrement un conflit armé en Suisse. Et si l'on regarde les dépenses militaires par habitant-e, on voit rapidement que l'armée n'a pas été soumise à des économies forcées. La Suisse fait en effet partie des pays européens qui dépensent le plus pour leur armée. Ajoutons le coût d'opportunité de l'armée et la Suisse se retrouve même en deuxième place. Les discussions politiques sont donc bien loin de la réalité factuelle.

En Suisse, le peuple ne peut pas voter sur le budget du DDPS (Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports), il n'existe pas de référendum sur l'armement. Des chiffres de l'académie militaire

de l'EPFZ montrent toutefois que 80 % de la population est contre l'augmentation du budget militaire. L'approbation claire de l'extension de l'AVS nous montre donc bien que la population ne veut pas combattre un ennemi imaginaire, mais les problèmes réels et concrets auxquels notre pays fait face. Au lieu d'agrandir l'armée chaque année, les politicien-nes devraient reconnaître une fois pour toutes que la vraie menace n'est pas Poutine aux frontières, mais le réchauffement effréné du climat, le fossé entre riches et pauvres qui se creuse de manière révoltante et l'explosion des coûts de la vie, des loyer et des primes d'assurance maladie. Les votations du mois de juin se rapprochent à grand pas et un OUI pour l'initiative d'allègement des primes montrera le chemin à suivre.

Bienvenue, Timothy !

Nous avons un nouveau collaborateur dans l'équipe du secrétariat de Zurich depuis le mois de mars de cette année. Or, cela fait depuis la mi-février que Timothy participe à nos réflexions, preuve de son implication et de son précieux soutien. JORIS FRICKER

Timothy était déjà parmi nous lorsque nous, l'équipe du secrétariat, avons organisé notre retraite dans les montagnes grisonnes à la mi-février. Nous y avons préparé la première moitié de l'année 2024 et, surtout, notre prochaine initiative. Normalement, les nouveaux membres du secrétariat nous accompagnent en tant qu'observateur-ices, mais Timothy en a profité pour se saisir de ses premières tâches, bien qu'il n'ait officiellement commencé à travailler qu'à la mi-mars. Il peut pleinement utiliser son expérience en tant que militant de la JS et de campagne chez nous au GSsA. Le secrétariat et le GSsA dans son ensemble peuvent surtout profiter de son expérience et de ses connaissances dans

les domaines des campagnes en ligne et de création très rapide de sites pour celles-ci, ainsi que de ses talents de graphiste. Car nous aurons beaucoup de travail au cours des prochains mois avec la récolte de signatures pour une nouvelle initiative populaire. Timothy, âgé de 24 ans, apporte des compétences politiques, linguistiques et de présentation, mais également d'autres qualités qui ont toute leur importance : de la joie, de l'ouverture d'esprit et une motivation sans limite.

Fin mars, **Kilian Bello** a quitté le secrétariat de Genève. Nous le remercions pour son précieux travail et sommes heureux d'accueillir **Nadia Magnin**, qui nous soutient activement depuis début mai.

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.–	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.–	
	Kit de survie				Fr. 60.–	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.–	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.–	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.–	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.–	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____